

Des voix s'élèvent à Paris contre le système financier international



La Havane, 23 juin, (RHC)- Des voix diverses se sont élevées à Paris jeudi contre le système financier international.



Les règles régissant l'allocation des fonds "sont devenues profondément immorales", a souligné le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, estimant que ce système a "failli". En 2021 "un citoyen européen a perçu en moyenne près de 13 fois plus qu'un citoyen africain" en DTS, (le droit de tirage spécial), a-t-il ajouté.



De son côté, le président de Cuba, Miguel Díaz-Canel, s'exprimant en sa qualité de président du groupe des 77 plus la Chine, a appelé à la mise en place urgente d'un nouvel ordre financier international plus équitable, ce qui nécessite une réforme des institutions financières qui tienne compte des besoins légitimes des pays en voie de développement.

Il a rappelé que les conséquences les plus néfastes de l'ordre financier actuel sont ressenties de la manière la plus aiguë par les pays en développement.

Il a considéré l'ordre financier en vigueur injuste, antidémocratique, spéculatif, excluant et déconnecté de la réalité. Il lui reproche également d'avoir fait doubler la dette extérieure des pays du Sud au cours des dix dernières années.

Il a ajouté que ce groupe de nations a dû dépenser 379 milliards de dollars de ses réserves pour défendre sa monnaie en 2022, soit presque le double du montant des nouveaux tirages spéciaux accordés par le Fonds monétaire international.

Il a constaté que, dans ces conditions, le Sud ne peut pas accéder aux 4,3 billions de dollars nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable au cours de la décennie d'action restante.

Il a exigé que le Sud ne continue pas à être le laboratoire des recettes coloniales et des formes renouvelées de domination, qui utilisent l'architecture financière internationale, la dette extérieure et les mesures coercitives unilatérales pour perpétuer le sous-développement et engraisser les coffres de quelques-uns au détriment du Sud.

Il a appelé à une recapitalisation rapide des banques multilatérales de développement afin d'accroître leur capacité de prêt pour répondre aux besoins des pays du Sud, ainsi qu'à une augmentation des prêts officiels pour la réalisation des OMD, objectifs de développement du millénaire, avec des ressources supplémentaires et des actions concrètes sur l'accès au marché et le transfert de technologie.

Il a également appelé à la prise en compte des défis liés au changement climatique et au développement, et a insisté sur la mise en œuvre de l'agenda climatique selon le principe d'équité et de responsabilités communes mais différenciées.

Il a critiqué le fait que les pays riches n'ont jamais atteint l'objectif d'allouer 100 milliards de dollars aux pays en développement au titre du financement de la lutte contre le changement climatique.

Parmi d'autres questions, le président Díaz-Canel a appelé à repenser la base des relations Nord-Sud actuelles et de la coexistence en mettant l'accent sur l'équité et la justice. Agissons avec le sens de l'espèce en danger. Agissons avec un sens de l'humanité, a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le président colombien, Gustavo Petro, a proposé une réforme de la banque multilatérale pour activer un Plan Marshall mondial facilitant des ressources pour faire face à la crise climatique globale.



Lors d'une discussion dans le cadre du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, Gustavo Petro a affirmé que "les mécanismes propres au marché ne résoudront pas la crise climatique", car il s'agit d'un "problème qu'il a lui-même créé".

"Il s'agit d'admettre que le capital a une limite, qu'il peut accompagner des processus jusqu'à ce qu'ils soient rentables, mais que la plupart des investissements nécessaires pour surmonter la crise et protéger la vie vont au-delà de la rentabilité. Ni le marché ni le capital ne peuvent nous aider....a-t-il enchaîné.

Le président colombien a également insisté sur la nécessité d'un dialogue entre le Nord et le Sud car, selon lui, "la fin de la planète concerne tout le monde".



La Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, a pour sa part exigé une transformation absolue du système financier mondial et non une réforme des institutions existantes, comme la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI).

Elle a indiqué que ce sommet, promu par le président français Emmanuel Macron, marquera un tournant si l'on veut faire progresser le développement des nations à faible revenu et la lutte contre la pauvreté et, en parallèle, l'investissement dans les énergies propres et la création d'une plus grande résilience au changement climatique.

Source : Plusieurs

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/326415-des-voix-selevent-a-paris-contre-le-systeme-financier-international>



Radio Habana Cuba